SSOAR

Open Access Repository
www.ssoar.info

Le populisme à l'éreuve du cas roumain

Ciolcă, Alina

Veröffentlichungsversion / Published Version
Zeitschriftenartikel / journal article

Empfohlene Zitierung / Suggested Citation:
Ciolcă, A. (2011). Le populisme à l'éreuve du cas roumain. *Studia Politica: Romanian Political Science Review*, *11*(3), 459-471. https://nbn-resolving.org/urn:nbn:de:0168-ssoar-446595

Nutzungsbedingungen:
Dieser Text wird unter einer CC BY-NC-ND Lizenz (Namensnennung-Nicht-kommerziell-Keine Bearbeitung) zur Verfügung gestellt. Nähere Auskünfte zu den CC-Lizenzen finden Sie hier:
https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/deed.de

Terms of use:
This document is made available under a CC BY-NC-ND Licence (Attribution-Non Comercial-NoDerivatives). For more Information see:
https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0

gesis
Leibniz-Institut
für Sozialwissenschaften

Mitglied der
Leibniz-Gemeinschaft

Le populisme à l'épreuve du cas roumain

ALINA CIOLCĂ

Alors qu'on ne cesse de déplorer son ambiguïté, le populisme est sans doute une des victimes privilégiées de cette tentation d'«étirement conceptuel»[1] qui guette tous les concepts de la science politique contemporaine. L'inflation actuelle du terme et, surtout, son insertion dans le vocabulaire de base de la politique démocratique, rend assurément sa conceptualisation encore plus difficile. L'aller-retour entre le terme et le concept de populisme est toujours délicat car il est dans la logique du débat public de s'emparer d'un terme sans s'assurer de la maîtrise du concept. Ceci dit, l'ambition de cette étude est double. En premier lieu, sans oser une (re)définition conceptuelle du populisme dont la nouveauté serait certes douteuse, elle offre un état des lieux systématique, même si non exhaustif, des principales approches théoriques du concept, à la recherche des rapports logiques qu'il entretien avec d'autres notions, comme la *démocratie,* la *représentation,* le *peuple* ou la *nation*. En second lieu, notre étude s'applique à examiner la manière dont ce concept de populisme a été mis à profit dans l'analyse de cet acteur politique *sui generis* que fut la Légion de l'Archange Michel en Roumanie. Si l'historiographie est relativement unanime à affirmer le caractère fasciste du Mouvement Légionnaire, elle ne l'est en revanche pas pour ce qui est de son caractère populiste. Après avoir dressé un inventaire des études historiques pertinentes pour notre approche, nous analyserons quelques opérationnalisations concurrentes des notions de populisme et/ou de fascisme par les historiens et politistes ayant examiné la Légion. Les différentes grilles interprétatives commandent des lectures distinctes des faits historiques: en guise de mécanisme de vérification, nous accorderons une attention spéciale aux particularités irréductibles attribuées au mouvement par les différents exégètes. Visant justement à mettre en exergue les transactions conceptuelles explicites et implicites entre le «populisme» et le «fascisme», notre étude expliquera le désaccord sur la nature politique du Mouvement Légionnaire par les dynamiques croisées des connotations associées aux deux notions.

Idéologie, rhétorique, mouvement ou rupture avec la politique – à la recherche des définitions

Nous procéderons d'abord à un passage en revue des acceptions reçues par le populisme afin de rendre compte du désaccord qui règne sur la nature de ce phénomène, désaccord nourri en bonne mesure par l'éclectisme des manifestations qualifiées de «populistes»[2]. S'agit-il d'une idéologie, d'un type de mouvement, d'une

[1] Giovanni SARTORI, «Concept Misformation in Comparative Politics», *The American Political Science Review*, vol. 64, no. 4, 1970, p. 1035.

[2] Guy HERMET, *Les populismes dans le monde: une histoire sociologique: XIX^e^-XX^e^* siècle, Fayard, Paris, 2001, p. 54.

rhétorique, d'un style politique? Le populisme se trouve-t-il dans une relation de rupture ou de convergence avec la politique démocratique? La plupart des auteurs déplorent le caractère très vague et la faible «capacité discriminatoire»[1] du terme, conséquences logiques des usages abusifs et des instrumentalisations du terme dans les combats politiques[2]. Comme le remarque Guy Hermet, le terme «populisme» ou, à vrai dire, l'étiquette de «populiste», jamais assumée de bon gré[3], est devenue une offense des plus outrageuses.

En effet, beaucoup d'analyses choisissent volontiers de traiter le populisme – soit-il mouvement ou idéologie – comme une «pathologie» politique. Peter Wiles le qualifie de «syndrome» et, avant d'inventorier pas moins de 24 traits définitoires du phénomène, le définit comme un mouvement fondé sur la conviction à «tonalités socialistes» que «la vertu réside dans les gens simples, qui représentent la majorité écrasante, et dans leurs traditions collectives»[4]. Un vocabulaire similaire est à retrouver chez Pierre Rosanvallon, pour qui le populisme est un «retournement pervers des idéaux et des procédures de la démocratie»[5]. Vu l'impérative nullité du mandat impératif, la volonté du citoyen se consomme au moment des élections. Aussi, la démocratie libérale, électorale-représentative, s'est vue dès son début accompagner par des mécanismes «contre-démocratiques», censés vérifier par d'autres voies la souveraineté citoyenne. Mais cette contre-démocratie risque de dégénérer en populisme[6], dérive pathologique voire antipolitique, des manifestations majeures de la contre-démocratie: la *critique* de l'exercice du pouvoir par les élus, la *résistance* à l'exercice du pouvoir par les élus et l'*évaluation* de l'exercice du pouvoir par les élus[7].

La thèse du caractère invariablement pathologique du populisme est en revanche rejetée par Margaret Canovan. En proposant une focalisation sur les traits structuraux et sur les pratiques politiques au détriment des aspects idéologiques, elle considère que le populisme, tel qu'il se manifeste dans des régimes démocratiques modernes, devrait être décrit comme un appel au peuple, dirigé «tantôt contre les structures établies du pouvoir, tantôt contre les idées et valeurs dominantes de la société»[8]. Le populisme implique donc une remise en cause de la démocratie dont les populistes, par un artifice à rôle légitimateur, se proclament «les vrais défenseurs», contre les autres «politiciens»[9]. La perspective populiste sur la démocratie fait concurrence à la vision libérale-électorale, au sens où, entendue comme «gouvernement par le peuple» et non par les élites politiques, les bureaucrates ou les juges, cette démocratie suppose le rejet,

---

[1] Giovanni SARTORI, «Concept Misformation...cit.», p. 1039.

[2] Pierre-André TAGUIEFF, «Le populisme et la science politique du mirage conceptuel aux vrais problèmes», *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, no. 56, 1997, p. 4.

[3] Guy HERMET, *Les populismes dans le monde*…cit., p. 21.

[4] Peter WILES, «A Syndrome, Not A Doctrine: Some Elementary Theses on Populism», in Ghita IONESCU, Ernest GELLNER (eds.), *Populism: its Meanings and National Characteristics*, Weidenfeld and Nicolson, London, 1969, p. 166.

[5] Pierre ROSANVALLON, *La contre-démocratie. La politique à l'âge de la défiance*, Seuil, Paris, 2006, p. 269 *sq.*

[6] *Ibidem*, pp. 265-266

[7] *Ibidem*, p. 268

[8] Margaret CANOVAN, «Trust the People! Populism and the Two Faces of Democracy», *Political Studies*, vol. 47, 1999, p. 3.

[9] IDEM, «Taking Politics to the People: Populism as the Ideology of Democracy», in Yves MENY, Yves SUREL (eds.), *Democracies and the Populist Challenge*, Palgrave, Basingstoke, 2002, p. 30.

théorique du moins, de la dimension représentative[1]. Ce défi populiste à la routine politique, Margaret Canovan l'interprète comme la source d'une tension inhérente au projet et au régime démocratique en tant que tel, exprimée dans deux formules distinctes mais complémentaires, traduisant essentiellement l'écart entre le principe et la pratique démocratiques. Reprenant la distinction de Michael Oakeshott entre «politique de croyance» et «politique de scepticisme»[2], Margaret Canovan distingue entre deux volets de la démocratie: une dimension rédemptrice, expression de l'idéal salvateur de la démocratie ayant au cœur la souveraineté populaire et portée par des pulsions anti-institutionnelles; et une dimension pragmatique, la démocratie comme mode de gouvernement fondé sur un système d'institutions et de normes qui permettent l'exercice effectif du pouvoir et rendent possible la solution pacifique des conflits[3]. D'autre part, cette distinction est complétée et renforcée par une contradiction inhérente au projet d'institution démocratique du peuple, une contradiction entre l'émancipation politique de la société ou le fait de «faire entrer le peuple en politique» et l'exercice de la politique représentative ou le fait de «ramener la politique au peuple»[4].

Dans un contexte problématique pour la conceptualisation du populisme, le souci pour établir une connotation minimale est naturel. C'est ainsi que Guy Hermet tente de définir ce qu'on pourrait appeler un populisme générique. À son avis, le trait irréductible du populisme, commun à toutes les manifestations inventoriées, réside dans le régime de temporalité des démarches populistes, situées volontiers dans une immédiateté illusoire, construite par le rejet du rythme habituel d'une politique contemporaine caractérisée par la complexité[5]. Cette temporalité donne le caractère véritablement antipolitique du populisme, rehaussé dans le contexte de la crise de légitimité des systèmes représentatifs[6]. Ce ne serait donc ni l'appel direct au peuple – à cet égard, Guy Hermet conteste la démarche de Margaret Canovan –, ni la présence d'un leader charismatique, aux accents autoritaristes, ni même le rejet du principe de la représentation politique, qui constituent la différence spécifique ce que Guy Hermet définit comme un «procédé d'exploitation du rêve d'abolition de la raison politique dans sa dimension chronologique»[7]. En définitive, le populisme supposerait uniquement une simplification de la représentation par l'abandon des médiations qui la compliquent, sans que la direction politique soit nécessairement assumée par un leader providentiel. Qui plus est, dans les conditions de l'absence d'une véritable tradition idéologique du populisme – due à la discontinuité historique du phénomène – les appels populistes peuvent emprunter une diversité de registres, ils ne sauraient se résumer au simple appel au peuple[8].

Pierre-André Taguieff parle d'une pluralité des registres du populisme. Le populisme n'est ni un certain type de régime politique, ni une idéologie, mais un style politique d'appel au peuple qui exploite certaines représentations sociales disponibles dans son contexte socio-historique d'émergence[9]. Ainsi, Pierre-André Taguieff

---

[1] *Ibidem*, p. 42.
[2] IDEM, «Trust the People!...cit.», p. 8.
[3] *Ibidem*, p. 10.
[4] IDEM, «Taking Politics to the People…cit.», p. 43.
[5] Guy HERMET, *Les populismes dans le monde*…cit., pp. 49-50.
[6] *Ibidem*, p. 51.
[7] *Ibidem.*
[8] *Ibidem*, p. 52.
[9] Pierre-André TAGUIEFF, «Le populisme et la science politique…cit.», p. 8.

identifie six formes du populisme: le populisme-mouvement (mobilisation populaire), le populisme-régime (exemplifié par des régimes autoritaires ou semi-plébiscitaires, avec un chef incarnant «la volonté et l'âme du peuple»), le populisme-idéologie (plutôt tradition politico-culturelle que contenu doctrinal cohérent), le populisme-attitude (croyances ou évaluations idéologiquement indéterminées, idéalisant «le populaire» et méprisant les élites), le populisme-rhétorique (discours démagogique construit autour de l'appel au peuple contre un ennemi intérieur ou extérieur) et enfin le populisme-type de légitimation (notamment dans des conjonctures de crise ou transitions politiques)[1].

Ernesto Laclau explique le populisme dans les termes d'un mode d'articulation ou d'une logique politique manifeste à travers «des pratiques politico-discursives qui construisent le sujet „peuple" à partir de l'établissement d'une frontière divisant l'espace social en deux camps»[2]. Si tout acteur politique ou social peut proposer un discours qui oppose le peuple à un «ennemi», invoquant ou signalant l'existence d'une ligne de rupture dans la communauté politique, alors la question pertinente est non plus celle de savoir qui est populiste et ne l'est pas, mais sur quel mode et en quel mesure ce discours est partagé par tous les acteurs[3], sachant que le peuple-même, objet du discours, n'est pas donné, il ne précède pas le discours, mais il en est le produit[4].

Enfin, Danielle Albertazzi et Duncan McDonnel définissent sans équivoque le populisme comme une

> «idéologie qui oppose un peuple homogène et vertueux à des élites ou à des „autres" dangereux capables de priver le peuple souverain de ses droits, ses valeurs, sa prospérité, son identité et sa voix»[5].

Quatre principes découlent de cette définition du populisme: l'unité du peuple, communauté homogène dont les qualités ressortent par contraste aux élites ou autres formes d'altérité[6]; la souveraineté absolue du peuple: l'exercice démocratique est l'approximation de la volonté populaire; la culture et le mode de vie traditionnels du peuple servent de vérité à préserver et à mettre en valeur; l'identité entre le leader, le parti ou le mouvement populiste et le peuple[7].

Un populisme compatible ou non avec quelle démocratie et au nom de quel peuple ?

En se rapportant à la démocratie, une bonne partie des conceptualisations du populisme emploient le vocabulaire de la pathologie. Pierre André-Taguieff remarque

---

[1] *Ibidem*, pp. 14-16.

[2] Ernesto LACLAU, «Populism: What's in a Name?», in Francisco PANIZZA (ed.), *Populism and the Mirror of Democracy*, Verso, New York, 2005, pp. 43-44.

[3] *Ibidem*, pp. 44-45.

[4] *Ibidem*, p. 48.

[5] Daniele ALBERTAZZI, Duncan McDONNEL (eds.), *Twenty First Century Populism: The Specter of Western European Democracy*, Palgrave Macmillan, London, 2008, p. 3.

[6] *Ibidem*, p. 6.

[7] *Ibidem*, p. 7.

que le terme de populisme est énantiosémique, c'est-à-dire qu'il peut englober simultanément deux sens opposés, à savoir mouvement vers et pour le peuple, séduction en vue de l'assujettissement du peuple, «démophilie et démagogie» à la fois[1].

Si parler du populisme c'est parler de la démocratie, il faut d'abord clarifier le sens de la démocratie. Yves Mény et Yves Surel examinent le populisme dans sa relation avec deux dimensions du concept de démocratie – le principe fondateur et le fonctionnement institutionnel[2]. Ainsi, le populisme ne constituerait-il pas vraiment un défi au principe démocratique, selon lequel le pouvoir appartient au peuple, mais au fonctionnement de la démocratie représentative, dont il conteste les vertus[3]. En fait, à cette dualité du populisme correspondrait une dualité plus fondamentale qui est celle de la démocratie-même. Afin de clarifier les difficultés de la mise en œuvre de l'idéal démocratique fondateur, Pierre Rosanvallon distingue entre le principe politique et le principe sociologique de la démocratie: le premier «consacre la puissance d'un sujet collectif», dont le deuxième «tend à dissoudre la consistance et réduire la visibilité» [4]. Réduisant le peuple souverain à un nombre, la pratique des régimes démocratiques réels est toujours confrontée à un problème d'objectivation et de figuration du peuple.

Si beaucoup d'analystes soulignent l'incompatibilité entre le populisme et la représentation comme fondement du gouvernement démocratique, Guy Hermet défend une position plus nuancée selon laquelle il n'y aurait pas une contradiction irréductible entre les deux[5]. En définitive, porté toujours par une ambition d'incarner et de faire parler le peuple, le populisme ne rejette que la représentation libérale-électorale. En bref, le populisme valoriserait le principe politique de la démocratie toute en se méfiant du principe sociologique. Néanmoins, à suivre Hanna Pitkin[6], la représentation politique n'est pas exempte d'équivoques: qui représenter et que faut-il représenter, les désirs ou les intérêts des électeurs?; quelle est la marge de liberté dont le représentant dispose?; quel est le rapport entre la représentation nationale et l'ancrage local des pratiques électorales; comment gérer le décalage entre l'idéal et la réalité concrète de la représentation, quelle place réserver à la délibération et comment limiter le risque d'arbitraire dans les choix publics? Les réponses, fournies à ces questions par la réflexion et la pratique politique libérale, ont permis l'institutionnalisation des démocraties contemporaines. Sous le poids de la tension entre les principes politique et sociologique de la démocratie, faut-il en chercher d'autres?

La représentation politique n'est pas la seule cible des critiques populistes. Le populisme entretient un rapport problématique avec l'ensemble de l'échafaudage institutionnel du gouvernement démocratique, et comme l'affirme Gianfranco Pasquino, avec son caractère libéral[7]. Norberto Bobbio a expliqué les vicissitudes de la relation entre la démocratie-même et le libéralisme, montrant que les deux peuvent

---

[1] Pierre-André TAGUIEFF, «Le populisme et la science politique…cit.», pp. 10-11.

[2] Yves MENY, Yves SUREL (eds.), *Democracies*…cit., pp. 3-5.

[3] *Ibidem*, p. 4.

[4] Pierre ROSANVALLON, *Le peuple introuvable. Histoire de la représentation démocratique en France*, Gallimard, Paris, 1998, pp. 12, 14-15.

[5] Guy HERMET, *Les populismes dans le monde*…cit., p. 47.

[6] Hanna Fenichel PITKIN, *The Concept of Representation*, University of California Press, Berkeley and Los Angeles, 1967, pp. 209-221.

[7] Gianfranco PASQUINO, «Populism and Democracy», in Daniele ALBERTAZZI, Duncan McDONNEL (eds.), *Twenty First Century Populism*…cit., pp. 17-18.

s'exclure et s'associer sans que leur conjonction soit jamais automatique, voire obligatoire[1]. La dimension libérale des démocraties s'actualise dans les garanties constitutionnelles des droits et des libertés individuelles, dans l'égalité devant la loi et dans les mécanismes qui protègent les minorités contre la tyrannie des majorités où puisse mener le suffrage universel des mêmes démocraties. William Kornhauser distingue entre la «démocratie populiste» et la démocratie «libérale»[2]. La première suppose l'action directe d'un grand nombre de gens, avec le risque, voire l'objectif de court-circuiter les réseaux institutionnels et de mettre en cause les droits des individus, alors que la deuxième implique la médiation institutionnelle de l'action politique et donc le contrôle de l'exercice du pouvoir. La différence entre les deux types de démocratie ne réside donc pas dans l'identité des détenteurs du pouvoir, mais dans le mode d'accéder au pouvoir et d'exercer ce pouvoir.

Envisager le populisme comme une forme pathologique de la politique démocratique s'enracine dans un scepticisme libéral manifesté dès le XIX[e] siècle quant à la compétence politique du peuple, masse irrationnelle, imprévisible, dangereuse[3]. Une deuxième source se trouverait dans ce que Pierre Rosanvallon appelle «l'illusion procédurale», dans ces compréhensions trop institutionnalistes de la politique qui tendent à effacer le principe fondateur de la démocratie, la souveraineté du peuple[4]. Promoteur de la définition procédurale de la démocratie, Joseph Schumpeter fait ressortir les faiblesses de la définition classique de la méthode démocratique. Après l'avoir définie comme une «technique institutionnelle de gestation des décisions politiques qui réalise le bien commun en chargeant le peuple lui-même de faire pencher le plateau de la balance en élisant des individus qui se réunissent ensuite pour accomplir sa volonté»[5]. Il note que cette définition agence des notions qui échappent à l'objectivation: le bien commun, le peuple et sa volonté. Dès lors, à cette acception, il convient de préférer une autre: «Démocratie signifie seulement que le peuple est à même d'accepter ou d'écarter les hommes appelés à le gouverner. Il nous faut resserrer notre définition en y insérant un critérium supplémentaire identifiant la méthode démocratique — à savoir le critérium de la libre concurrence entre les candidats aux postes de commandement pour les votes des électeurs»[6].

Il est pourtant difficile de nier toute dimension démocratique du populisme, ne serait-ce qu'en vertu de sa référence au peuple et à la souveraineté populaire, noyaux durs de l'idéologie populiste[7]. Francisco Panizza résume la difficulté de la tâche: le populisme ne devrait être vu «ni comme la plus haute forme de démocratie, ni comme son ennemi», mais comme un «miroir» de celle-ci, qui peut refléter y compris le visage moins agréable du peuple[8]. Cette dernière observation nous mène à ce que Michael

---

[1] Norberto BOBBIO, *Liberalism and Democracy*, Verso, London, 2005.

[2] William KORNHAUSER, *The Politics of Mass Society,* Glencoe, Ill., The Free Press, Illinois, 1959, p. 131.

[3] Ernesto LACLAU, «Populism…cit.», p. 19.

[4] Pierre ROSANVALLON, *Le peuple introuvable*…cit., p. 339; une observation similaire chez Yves MENY, Yves SUREL (eds.), *Democracies*…cit., p. 4.

[5] Joseph A. SCHUMPETER, *Capitalisme, socialisme, démocratie*, trad. Gaël Fain, Payot, Paris, 1954, p. 341.

[6] *Ibidem*, p. 387.

[7] Margaret CANOVAN, «Taking Politics to the People…cit.», p. 33.

[8] Francisco PANIZZA (ed.), *Populism*…cit., pp. 30-31.

Mann avait nommé «le côté sombre de la démocratie»[1]. Le jeu des deux sens du «peuple» – *demos* et *ethnos* – sert parfois à justifier la discrimination, voire l'exclusion des groupes (ethniques) minoritaires. À cette polysémie s'ajoute la double vision du «peuple», à conséquences directes sur la définition du corps politique démocratique: la vision libérale d'un «peuple stratifié», ensemble hétérogène de groupes ethnoculturels, confessionnels, sociaux, professionnels etc. dont l'État harmonise les intérêts divers; la vision organique d'un *peuple-nation*, entité indivisible habitant un territoire déterminé dont l'État préserve l'homogénéité ethnoculturelle par des politiques discriminatoires envers les groupes minoritaires ou par des démarches épuratrices[2].

Pierre-André Taguieff reprend la distinction entre *demos* et *ethnos* pour construire un répertoire des populismes. Il distingue entre un populisme protestataire, qui exploite les inégalités sociales pour opposer les «classes populaires» ou le «menu peuple» aux élites, et un populisme identitaire, nationaliste, qui construit des ennemis intérieurs ou extérieurs à un peuple entendu sur un mode ethnique[3]. Guy Hermet enrichi cette classification: au peuple «plébéien» du populisme protestataire et au peuple ethnique, il ajoute le peuple national, sans distinction de classe sociale[4]. Les ambigüités du populisme sont à la mesure de l'ambigüité de la démocratie et de son sujet philosophique, sociologique, historique et politique.

La Légion de l'Archange Michel: un mouvement fasciste

La Légion de l'Archange Michel, mouvement analysé par la plupart des études du phénomène fasciste en général, nous servira de test pour mettre à l'épreuve les vertus heuristiques du populisme. Fondée en 1927 à Yassy par Corneliu Zelea-Codreanu comme un mouvement de la jeunesse, par une scission de la Ligue de la Défense National-Chrétienne, la Légion a représenté un phénomène sociopolitique significatif de la Roumanie de l'entre-deux-guerres[5]. Sur le plan idéologique, elle se recommandait comme une formation ultranationaliste, radicalement antisémite, anticommuniste, antilibérale, antidémocratique et orthodoxe, qui militait pour la création d'un «homme nouveau», faisant en même temps l'apologie de la paysannerie. Sur le plan de l'action, elle pratiquait la violence et l'assassinat politique. Le caractère mystique-religieux, visible dans le choix du nom, se manifestait aussi bien dans la rhétorique que dans les rituels collectifs. Organisée en sous-unités appelées «nids», strictement hiérarchisés et soumis au leader suprême «le Capitaine» Corneliu-Zelea Codreanu, sujet d'un véritable culte, la Légion se munit en 1930 d'une aile politique, la «Garde de Fer». Celle-ci arrive à gagner une popularité notable dans les milieux urbain et paysan, et à jouir du support explicite d'un bon nombre d'intellectuels roumains de l'époque, parmi lesquels Constantin Noica, Mircea Eliade, Emil Cioran. En 1937, sous le nom de «Tout pour la Patrie» – la formation est obligée à se refonder

[1] Michael MANN, *The Dark Side of Democracy*, Cambridge University Press, 2005, p. 11.
[2] *Ibidem*, p. 55.
[3] *Ibidem*, p. 15.
[4] Guy HERMET, *Les populismes dans le monde*…cit., p. 52.
[5] Tous les ouvrages cités dans cette seconde partie de notre étude offrent des analyses historiques détaillées du mouvement légionnaire roumain. Nous invitons les lecteurs à s'y rapporter.

sous un autre nom après sa dissolution en 1933 –, elle obtient 16% des voix aux élections parlementaires, devenant la troisième force politique du pays. Mise hors la loi à plusieurs reprises, la Légion a rétorqué par l'assassinat politique: des figures de premier rang de la politique roumaine en furent les victimes (Ion Gheorghe Duca, Nicolae Iorga, Armand Călinescu). Après la mort de Corneliu Codreanu, Horia Sima prend en 1938 la direction du Mouvement et forme en septembre 1940 une coalition gouvernementale avec le Maréchal Ion Antonescu. Après l'abdication du roi Charles II, l'État National Légionnaire est déclaré. L'expérience de ce régime fondé sur la terreur et la répression anti-juive prend fin en janvier 1941, quand, après une tentative manquée de coup d'État, le Mouvement est écarté du gouvernement et ses membres réprimés par les autorités.

Arrêtons-nous d'abord sur les approches qui valident le caractère fasciste de la Légion, tout en niant sa dimension populiste. Dans son ouvrage consacré aux *Mouvements fascistes*, Ernst Nolte répertorie les acteurs qui se réclament des modèles italien ou allemand[1]. Définie tantôt comme mouvement, tantôt comme parti fasciste[2], la Légion se singularise par la combinaison des traits préfascistes et fascistes radicaux qui font d'elle un cas des plus intéressants et complexes dans l'Europe de l'époque. Il est vrai que certains éléments l'éloignent du type italien, avant tout l'absence d'un programme politique masquée par un certain anarchisme et anti-étatisme. Associé aux pratiques terroristes (l'assassinat politique) et à un discours valorisant la paysannerie, ces traits pourraient rapprocher la Légion des Narodniki russes, un des parangons du populisme. S'ajoute aussi la dimension religieuse plus prononcée que chez les autres extrémismes de droite. Tous ces éléments ne démentissent toutefois pas le caractère fasciste du Mouvement: l'analogie avec les Narodniki russes pâlit sous le coup du soutien que le Mouvement reçoit d'une partie des autorités roumaines au point de constituer «une révolution appuyée par l'État», alors que la dimension religieuse se manifeste en définitive comme appel au renouveau moral de la nation, commun à tout mouvement fasciste. Enfin, le principe du chef et la volonté explicite d'anéantir les adversaires ne font que confirmer l'appartenance de la Légion à la catégorie des mouvements fascistes.

Pour Radu Ioanid la Légion est fasciste en raison d'une grille d'analyse à critères multiples. D'abord, le primitivisme ethnocentrique nourrit une vision organique et mystique de la Nation. Ensuite, l'antisémitisme et le racisme le rapprochent du nazisme. En troisième lieu, l'esprit militariste, le culte de la hiérarchie et l'élitisme ascétique légionnaire s'associent au culte d'un leader qui entretient un rapport mystique avec des masses pourtant méprisées. Source de rites d'organisation, le mysticisme orthodoxe revêt des formes fanatiques, tandis que l'anticommunisme participe, au même titre que l'antisémitisme et l'anti-démocratie, au rejet indifférencié de toute altérité politique. Enfin, l'appel conjoint à la petite bourgeoisie et au prolétariat se combine avec l'apologie de la paysannerie et l'anticapitalisme, pour illustrer ce que Radu Ioanid appelle la «diversion sociale» dont se sert la Légion pour prêcher l'idée de l'unité nationale et démentir celle de la lutte des classes[3].

---

[1] Ernst NOLTE, *Les mouvements fascistes: l'Europe de 1919 à 1945*, trad. de l'allemand par Rémi Laureillard, Calmann-Lévy, 1991, Paris, p. 15.

[2] *Ibidem*, pp. 240-251; nous resterons près de l'argumentation de cet auteur.

[3] Radu IOANID, *Sabia Arhanghelului Mihail: ideologia fascistă în România*, Editura Diogene, București, 1994, pp. 97-175.

Pour Francisco Veiga, le caractère exotique du Mouvement sert à la compréhension du caractère protéiforme du fascisme[1]. Ainsi, l'antisémitisme du Mouvement vise à canaliser les ressentiments envers un groupe transformé en bouc-émissaire et accusé d'avoir monopolisé le pouvoir économique et étatique; son nationalisme exacerbé est pratiqué sur un mode exclusif et vindicatif; son discours politique exploite une symbolique empruntée à la mystique chrétienne; son organisation copie le modèle militaire alors que la violence est centrale dans son instrumentaire politique. Sur le terrain d'une fascisation générale du paysage politique roumain en son ensemble, l'ultranationalisme du Mouvement cesse d'être un élément à part. Dès lors, la «mystique nationaliste» participerait au choque de l'après-guerre et à une recherche identitaire ayant ouvert la voie aux projets nationalistes les plus extravagants. Forme radicale du processus de fascisation, le Mouvement est le prototype fasciste le plus pur et le mieux adapté au contexte social par sa tentative de mobilisation des masses indifférente aux distinctions de classe visant à instaurer une dictature forte du soutien populaire. Francisco Veiga rejette l'hypothèse d'un caractère «oriental ou périphérique» du Mouvement, considérant la Garde de Fer comme le plus populaire et le plus représentatif des fascismes de l'Europe Orientale.

Mihai Chioveanu rejette lui aussi la surenchère du caractère exotique et marginal[2] et/ou de la dimension religieuse du Mouvement Légionnaire. À son avis, le caractère fasciste de la Légion ne fait pas de doute, comme ne le fait ni son caractère politique. La Garde de Fer n'est ni «secte religieuse», ni mouvement religieux de masse: la ritualisation excessive, l'emploi d'un vocabulaire religieux et la revendication d'une identité orthodoxe ne sont que des instruments dans la poursuite d'objectifs proprement politiques, comme la création d'un État national légionnaire. Aussi, ce n'est pas une théocratie, mais une ethnocratie que la Légion propose aux Roumains (et non pas aux citoyens de la Roumanie). Par ailleurs, l'ambition rédemptrice, le mythe de «l'homme nouveau», le culte de la violence et de la mort, l'antisémitisme, l'anticommunisme et l'ultranationalisme ne font que confirmer le caractère fasciste de la Légion[3].

Armin Heinen met en question la pertinence de la comparaison entre la Légion et le fascisme italien ou le national-socialisme[4]. Heinen construit sa propre définition du fascisme: les mouvements fascistes rejettent du même coup l'individualisme, la démocratie et le capitalisme et la critique rationaliste-matérialiste avancée par le socialisme et le communisme, prônant une vision organique de la nation et une régénération culturelle de la société, accomplie par un «homme nouveau», virile et militaire, épuré des vices du socialisme et du libéralisme. Sur le plan organisationnel, les partis fascistes marient le respect stricte du principe hiérarchique et l'instrumentalisation de la violence à un ritualisme poussé et riche en symboles censé souder la communauté. Par son opposition acharnée au socialisme et à l'ordre bourgeois-capitaliste, grâce à sa promotion systématique du mythe de «l'homme nouveau», à la mobilisation de masse

---

[1] Francisco VEIGA, *Istoria Gărzii de Fier: 1919-1941: mistica ultranaționalismului*, trad. roum. par Marian Ștefănescu, Humanitas, București, 1995, pp. 315-330.

[2] Mihai CHIOVEANU, «Religious Politics And Politics Of Religion In 1930s Romania: The „Redemptive" Hyper-Nationalism Of The Legion Of Archangel Michael», *Studia Hebraica*, no. 6, 2006, pp. 163-172.

[3] *Ibidem*, pp. 169, 172.

[4] Armin HEINEN, *Die Legion «Erzengel Michael» in Rumänien: soziale Bewegung und politische Organisation: ein Beitrag zum Problem des internationales Faschismus*, Oldenbourg, München, 1986, pp. 483-484.

et à l'emploi de la violence, la Légion est selon Armin Heinen l'unique acteur politique roumain de l'entre-deux-guerres à pouvoir être qualifié pertinemment de fasciste. Et ceci en dépit de l'absence d'une politique impérialiste, spécifique au fascisme italien et au nazisme, et du caractère religieux considéré parfois trop prononcé. Ce fascisme roumain, enraciné dans une démocratisation déficitaire, une modernisation tardive, une culture imprégnée de nationalisme et d'antisémitisme, serait donc une pièce légitime d'une théorie générale du fascisme.

La Légion de l'Archange Michel: le populisme comme dimension du fascisme

Arrêtons-nous maintenant à ces interprétations du Mouvement Légionnaire qui insistent sur son caractère populiste. Le populisme est-il une dimension du fascisme ou bien un ajout conjoncturel?

Pour Stanley G. Payne, auteur d'une histoire compréhensive du fascisme, le Mouvement Légionnaire constitue la variante roumaine du fascisme, et encore une des plus originales[1]. Au-delà d'un inventaire extensif des caractéristiques du fascisme générique, Payne observe que son trait le plus inédit réside dans le mariage entre le populisme et l'élitisme. Le fascisme générique aurait une dimension populiste, manifeste dans l'appel au peuple et à la nation et dans l'essai d'intégrer les masses, jointe à celle élitiste qui accentue le rôle indispensable assigné à l'élite fasciste dans le progrès de la nation[2].

Roger Griffin définit synthétiquement le fascisme comme

> «un genre d'idéologie politique dont le noyau, dans ces diverses permutations, est une forme palingénésique d'ultranationalisme populiste»[3].

La qualification de populiste sert à désigner des forces politiques légitimées en pratique ou en principe par le «pouvoir du peuple». L'ultranationalisme populiste récuse les institutions libérales des gouvernements représentatifs et envisage la nation comme une communauté organique, qui risque pourtant d'être pervertie par des forces malsaines de la «modernité»[4]. La Légion partage avec les autres mouvements fascistes cet ultranationalisme populiste et palingénésique qu'elle manifeste par le terrorisme, la xénophobie, l'antisémitisme, et se singularise par un culte de la mort inspiré de la mystique orthodoxe et pourvu d'une intensité pathologique[5].

Michael Mann compte à son tour le nationalisme populiste parmi les éléments-clé du fascisme, manifeste dans l'idée de nation organique, dans l'ambition d'identifier et éliminer des ennemis internes et extérieurs[6]. Dans l'acception proposée par Mann, le fascisme vise l'instauration d'un étatisme nationaliste, épurateur, militariste

---

[1] Stanley G. PAYNE, *A History of Fascism, 1914-1945*, Digital printing edition, Routledge, Oxon, 2005, p. 136.

[2] *Ibidem*, p. 12.

[3] Roger GRIFFIN, *The Nature of Fascism*, St. Martin's Press, New York, 1991, p. 26.

[4] *Ibidem*, pp. 36-37.

[5] *Ibidem*, pp. 126, 139.

[6] Michael MANN, *The Dark Side*...cit., p. 13.

et autoritaire. La Légion intègre cette catégorie, tout en employant des pratiques populistes de légitimation: une rhétorique des appels au peuple et à la paysannerie, des politiques de mobilisation qui exploitent les dimensions disciplinaires et solidaires du travail collectif[1].

Pour Peter Wiles, la Garde de Fer illustre précisément la composante populiste du fascisme. Il la considère comme un mouvement essentiellement populiste, dont le caractère fasciste n'est justifié que par son antisémitisme virulent[2]. Par ailleurs, à l'avis de cet auteur, même s'ils sont compatibles, le fascisme et le populisme ne vont pas naturellement ensemble. Le fascisme se différencie du populisme «pur» par son élitisme, par le culte de la violence et du leader et par son caractère laïc, un dernier trait que d'ailleurs la Légion ne vérifie point.

Enfin, Leon Volovici met en exergue l'antisémitisme doctrinaire et programmatique de la Légion qui demande «la purge totale» de la société roumaine de l'ennemi juif identifié au danger bolchevique[3]. Ce trait s'ajoute à d'autres caractéristiques du fascisme européen que la Légion exhibe: l'antimarxisme, l'anti-démocratie, l'antilibéralisme, l'appel à la révolution morale et spirituelle, le culte de l'élite et du leader[4]. La dimension populiste du Mouvement est à retrouver dans le projet de l'État national légionnaire, forme de domination politique d'un type nouveau, actualisant l'osmose parfaite entre la volonté du chef et du peuple[5].

La Légion de l'Archange Michel: un mouvement populiste

Examinons enfin les approches qui défendent un caractère exclusivement populiste du mouvement, tout en niant celui fasciste.

Renzo de Felice envisage le fascisme comme un phénomène strictement circonscrit à l'entre-deux-guerres et à l'espace européen occidental. À son avis, le fascisme est également et éminemment un phénomène des classes moyennes[6]. Qui plus est, cet auteur distingue entre le fascisme-mouvement et le fascisme-régime[7]. Le premier est un phénomène à nature révolutionnaire, nourri par les classes moyennes émergentes, qui revendiquent le pouvoir politique et une politique qui leur soit propre[8]. Le second est un régime autoritaire qui, à la différence des régimes réactionnaires et conservateurs, est fondé sur la mobilisation et la participation populaires et sur la volonté d'une transformation radicale de l'homme et de la société. Vu la taille réduite des classes moyennes en Roumanie, Renzo de Felice ne classifie pas la Légion parmi les mouvements fascistes, mais lui attribue un caractère populiste. Si la Légion présente

---

[1] *Ibidem*, pp. 268, 280.

[2] Peter WILES, «A Syndrome...cit.», p. 176.

[3] Leon VOLOVICI, *Ideologia naționalistă și «problema evreiască»: eseu despre formele antisemitismului intelectual în România anilor '30*, Humanitas, București, 1995, pp. 82, 84, 85.

[4] *Ibidem*, p. 81.

[5] *Ibidem*, pp. 81-82.

[6] Renzo DE FELICE, *Intervista sul fascismo*, a cura di Michael A. Ledeen, Ed. Laterza, Bari, 1975, p. 81.

[7] *Ibidem*, p. 25.

[8] *Ibidem*, p. 38.

quelques traits fascistes, ceux-ci ne sont ni significatifs, ni définitoires pour sa nature[1]. Ce mouvement populaire «des étudiants et des déclassés» est dépourvu de la base sociale petite bourgeoise du fascisme. Par ailleurs, il s'attaque aux institutions et aux valeurs bourgeoises pour les détruire et non pas pour les purifier et les perfectionner à l'instar des autres mouvements fascistes[2]. Cette approche est ouvertement contestée par Armin Heinen. La violence, le radicalisme, le caractère militaire de la Légion sont à son avis incompatibles avec le populisme. Ce dernier serait un terme trop général, applicable à des phénomènes politiques aussi divers que les Narodniki russes, le Parti Populiste américain ou le Poujadisme, alors que le fascisme ne déborderait pas les limites de l'espace politique européen de l'entre-deux-guerres[3].

Stephen Fischer-Galati considère que la Légion n'a qu'une apparence fasciste[4]. Le Mouvement serait un exemple de populisme nationaliste-chrétien nourri d'une idéologie anti-occidentale, apparentée à celle qui alimentait l'apologie du tsarisme russe, l'agrarianisme orthodoxe et le nationalisme antisémite roumains du début du XX^{e} siècle. Ce populisme est manifeste dans les rituels légitimateurs des contacts avec le peuple, dans le culte du leader, illustration d'un «roumanisme» orthodoxe à l'état pur, et dans le nationalisme exclusiviste de la Légion[5].

Enfin, Guy Hermet interprète le Mouvement Légionnaire toujours comme une forme de national-populisme[6]. À son avis, le populisme peut accueillir une logique d'exclusion (des catégories sociales, professionnelles ou ethniques) et peut acquérir une dimension xénophobe, dépourvue néanmoins du caractère programmatique du racisme nazi. À ces traits peuvent s'ajouter une rhétorique de la conspiration dirigée contre des ennemis présumés du pays, l'appel à la religion comme composante identitaire du peuple et la nostalgie passéiste pour l'univers paysan[7]. Selon Guy Hermet, la Légion est porteuse d'un populisme «aux ambitions totalitaires» qui fait concurrence à la vision du Roi Charles II[8]. Munie d'une conception de la «nation éternelle», elle étend son organisation de masse tant dans le milieu rural paysan que dans celui urbain prolétaire. L'antisémitisme ouvert, le caractère militaire et la pratique de la violence la rapprochent du style national-socialiste. Apparentée au populisme agrairien roumain par l'apologie qu'elle fait du monde paysan, la Légion représenterait le pinacle d'une «lignée populiste roumaine tristement prolifique»[9].

Conclusions

Le populisme bénéficie d'un éventail de conceptualisations fort différentes. La même divergence caractérise les applications théoriques du concept dans le cas du Mouvement Légionnaire et la manière dont ses exégètes interprètent tant sa nature

---

[1] *Ibidem*, 81.
[2] *Ibidem*, pp. 98-99.
[3] Armin HEINEN, *Die Legion «Erzengel Michael»*...cit., pp. 483-484.
[4] Stephen FISCHER-GALATI, «Codreanu, Romanian National Traditions and Charisma», *Totalitarian Movements and Political Religions*, vol. 7, no. 2, June 2006, p. 246.
[5] *Ibidem*, pp. 246-247.
[6] Guy HERMET, *Les populismes dans le monde*…cit., p. 262.
[7] *Ibidem*, pp. 76-79.
[8] *Ibidem*, pp. 261-262.
[9] *Ibidem*, pp. 276-277.

fasciste et/ou populiste, que le rapport général entre les notions de «populisme» et «fascisme». C'est une question que le choix de cette étude de cas a implicitement ouverte et qui mérite d'être explorée de manière plus appliquée. En fait, les deux concepts semblent partager le même sort quant à la difficulté qu'éprouvent les auteurs de trouver un accord sur leurs définitions génériques[1]. De plus, le rapport mot-concept est tout aussi problématique dans les deux cas. L'étiquette de «fasciste» peut potentiellement devenir une insulte politique servant à discréditer des opposants politiques[2] tout comme celle de «populiste»[3]. L'instrumentalisation (avec sa pertinence, ses enjeux, ses effets) de cette dernière dans le débat public (par exemple roumain) représente aussi un intéressant sujet de recherche. Enfin, la pertinence méthodologique de cette étude purement théorique pourrait se vérifier dans des futures recherches empiriques, à l'égard du même Mouvement Légionnaire, ou par exemple dans le cas des formations politiques européennes actuelles considérées comme appartenant à l'extrême droite, qui, comme Guy Hermet le remarque, subissent elles aussi une qualification double de «(néo)fasciste» et/ou «populiste», suite à laquelle on arrive finalement à une confusion abusive des deux termes[4].

[1] Pour le cas du fascisme, Mihai CHIOVEANU, *Fețele fascismului: politică, ideologie și scrisul istoric în secolul XX*, București, Editura Universității din București, 2005, p. 31.

[2] *Ibidem*.

[3] Guy HERMET, *Les populismes dans le monde*…cit., pp. 400, 416.

[4] *Ibidem*.